



Eurobaromètre Standard 78

**L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE
Automne 2012**

RAPPORT NATIONAL

LUXEMBOURG

Ce sondage a été commandé et coordonné par la Commission européenne,
Direction générale Communication

Ce rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg.

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

Eurobaromètre Standard 78 / Automne 2012 – TNS Opinion & Social

Sondage Eurobaromètre au Luxembourg

Le sondage Eurobaromètre 78 a été réalisé par la Commission européenne à l'automne 2012 dans 33 pays ou territoires au total : les 27 Etats membres, les trois pays candidats (Croatie, Turquie et Ancienne République yougoslave de Macédoine), le Monténégro, l'Islande et le territoire de la Communauté chypriote turque. Il fait le point sur la vie des citoyens et la perception que ceux-ci en ont.

L'échantillon des sondages Eurobaromètre est d'environ 1.000 personnes par Etat membre. Le Luxembourg fait exception avec un échantillon composé de 502 personnes pour l'EB 78 représentatives de la population du Luxembourg (60% de personnes de nationalité luxembourgeoise et 40% de ressortissants des autres Etats membres de l'UE). Le rapport se réfère donc aux résidents du Luxembourg, entité plus large que les seuls citoyens de nationalité luxembourgeoise. Par contre les travailleurs frontaliers ne sont pas couverts par le sondage.

Les citoyens et la construction européenne

Le Luxembourg se place en tête avec 87% d'opinions positives sur le sentiment de se sentir citoyen de l'Union européenne ; la moyenne de l'UE étant de 63%. Au niveau de la connaissance de ses droits de citoyens européen, les résultats sont similaires et le Luxembourg (63%) se place à la seconde place derrière la Finlande (67%), la moyenne de l'UE étant de 45%.

La paix entre les Etats membres de l'UE et la libre circulation des personnes, des biens et services au sein de l'UE sont aux yeux des résidents du Luxembourg les résultats les plus positifs de l'UE ; ces résultats varient sensiblement toutefois selon les pays en fonction de leurs expériences et de leur histoire nationale.

Les réalisations dont peuvent profiter les citoyens européens varient également significativement en fonction de la taille de leur pays et de leur localisation géographique au sein de l'UE. Le libre passage aux frontières, le fait de vivre, travailler et étudier dans un autre pays de l'UE sont autant de réalisations pour lesquelles le Luxembourg obtient des scores plus élevés que la moyenne.

L'information sur les affaires politiques dans les médias classiques et dans les réseaux sociaux

L'opinion publique au Luxembourg s'estime la mieux au courant des affaires européennes avec 56% d'opinions positives contrairement à tous les autres pays de l'UE où la proportion des 'pas bien informés' dominant avec des scores allant de 49% à 84% et 75% en valeur moyenne de l'UE.

Si la télévision domine devant la presse et la radio comme médium d'information en matière de politique nationale et surtout européenne, il faut constater l'importance croissante d'internet comme source d'information pour les jeunes; un vrai bouleversement s'annonce donc dans le recours d'internet comme source d'information politique nationale et européenne aux dépens des autres médias.

Au sein de l'UE 73% des citoyens sont utilisateurs d'internet, ce taux est de 85% au Luxembourg.

Les sites d'information des médias (66%) sont bien davantage utilisés pour s'informer que les sites institutionnels (24%) au sein de toute l'UE.

La confiance accordée à ces derniers varie sensiblement avec une rupture entre le Nord de l'UE où une majorité fait confiance et l'inverse pour les pays du Sud de l'UE.

Les réseaux sociaux sont acceptés actuellement par la moitié des citoyens comme canal de sensibilisation, d'information et d'échange en matière d'information politique ; l'autre moitié est plus méfiante ou s'abstient de jugement. Dans ce domaine les écarts par âge sont très grands et parmi les plus jeunes deux interrogés sur trois apprécient les réseaux sociaux comme canal pour se forger une opinion en matière politique.

Sommaire

Sondage Eurobaromètre au Luxembourg	1
Répartition sociodémographique de l'échantillon au Luxembourg ..	2
I. Le citoyen européen et la construction européenne	3
I.1. Se Sentir européen.....	3
I.2. Connaissance de ses droits de citoyen	4
I.3. Résultats positifs de l'UE	5
I.4. Réalisations dont le citoyen a profité.....	7
I.5. L'initiative citoyenne	8
II. Modes et degré d'information sur les questions européennes	9
II.1. Degré d'information	9
II.2. Principales sources d'information	11
II.3. Importance d'internet dans l'information sur les affaires politiques.....	13
II.4. Confiance accordée aux sites institutionnels	14
II.5. Perception des réseaux sociaux pour s'informer sur les questions européennes.....	15

Répartition sociodémographique de l'échantillon au Luxembourg

L'échantillon luxembourgeois pour le présent sondage est composé de 502 personnes, dont 61% sont de nationalité luxembourgeoise. Les ressortissants de tous les autres Etats membres faisant partie de l'échantillon luxembourgeois se répartissent comme suit :

BE	Belgique	5%
DE	Allemagne	1%
FR	France	8%
IT	Italie	5%
PT	Portugal	17%
autres	autres citoyens issus de l'UE	2%
total		39%

Répartition par sexe :

Hommes	49%
Femmes	51%

Répartition par classe d'âge :

15-24 ans	14%
25-39 ans	27%
40-54 ans	28%
+ 55 ans	30%

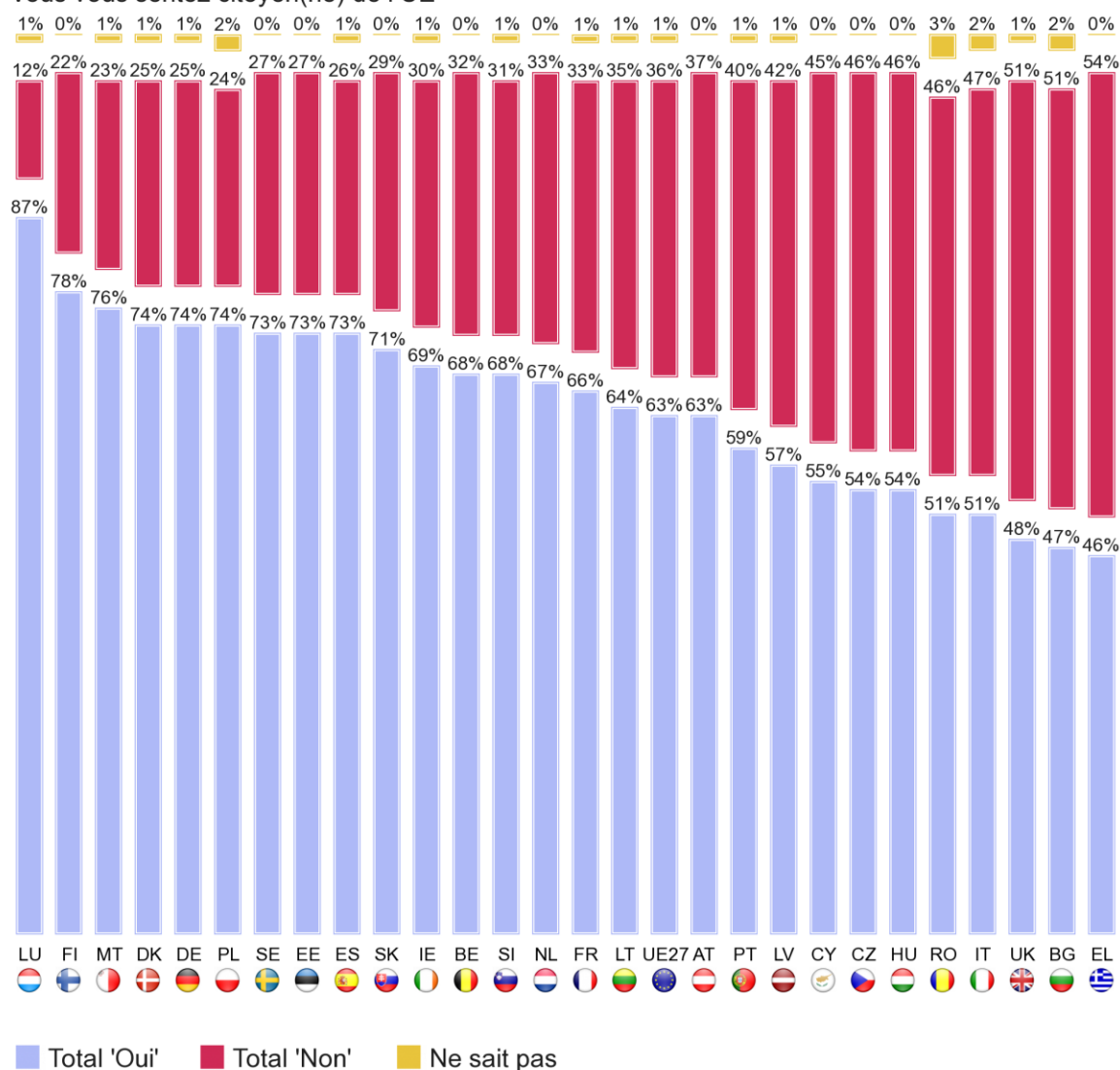
I. Le citoyen européen et la construction européenne

1. Se sentir européen

Le Luxembourg se place en tête de tous les pays de l'UE avec 87% de réponses positives à la question de savoir si on se sent citoyen de l'Union européenne ; le score moyen de l'ensemble des 27 pays est de 63% et la Finlande se place en second lieu avec 9 points d'écart. Parmi les pays voisins, nous observons des scores très inégaux : 74% pour l'Allemagne, 68% pour la Belgique et 66% pour la France ; le Portugal, dont une forte communauté de plus de 15% vit au Luxembourg, se place plus loin avec 59%.

QD2.1. Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion.

Vous vous sentez citoyen(ne) de l'UE



Le score moyen élevé du Luxembourg peut être nuancé néanmoins en fonction de certaines caractéristiques socio-démographiques : 91% pour les plus jeunes de 15 à 24 ans ; 80% pour les personnes qui ont quitté l'école tôt, contre 90% qui l'ont quitté après 20 ans ; 98% parmi les personnes qui se positionnent elles-mêmes lors de l'interview en classe supérieure contre 86% en classe moyenne ou ouvrière.

Le sentiment de citoyenneté est donc lié au milieu social et à l'âge.

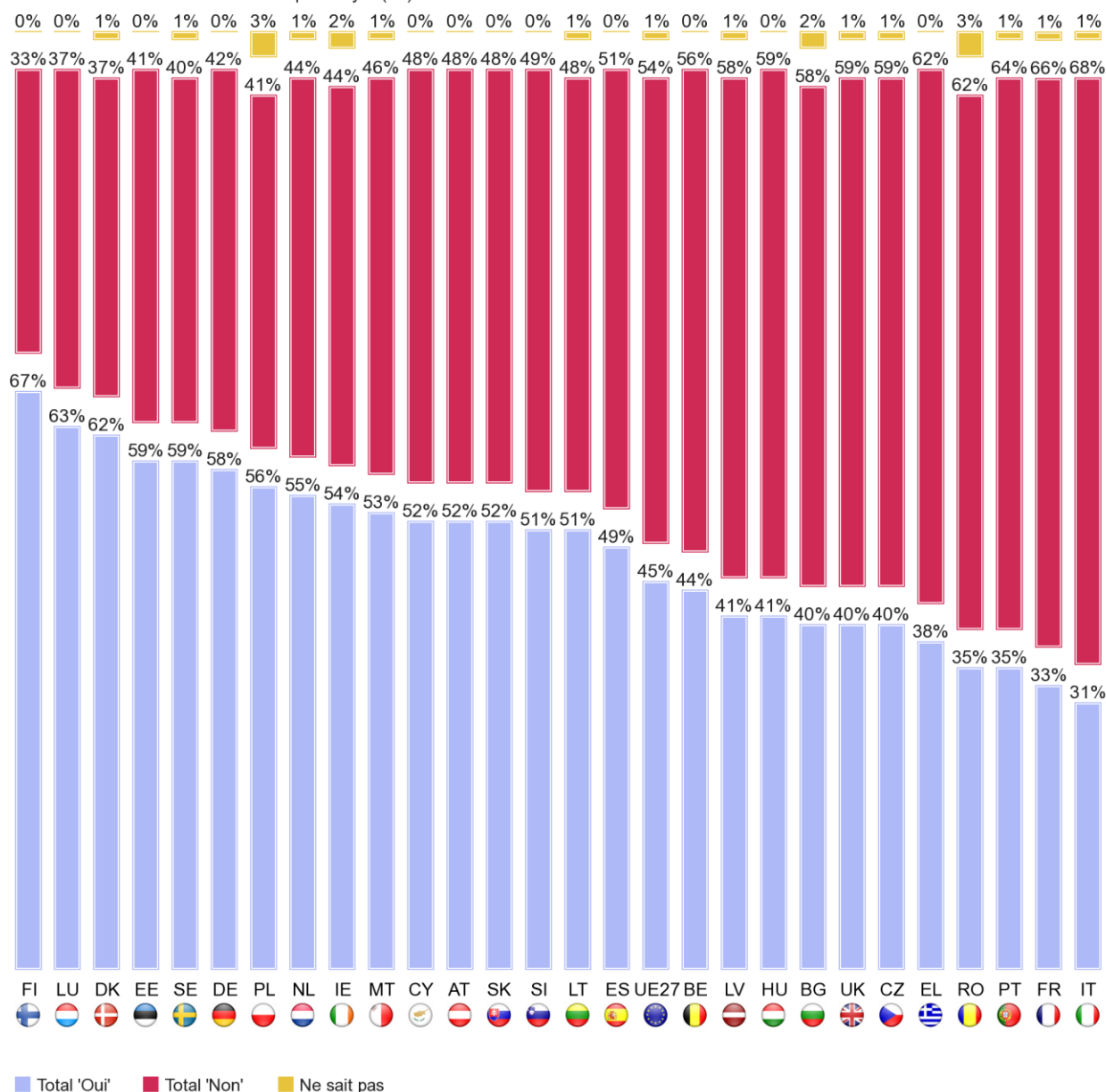
2. Connaissance de ses droits de citoyen

Au niveau de la connaissance perçue de ses droits de citoyen de l'UE, le Luxembourg est également en tête de peloton avec 63% avec la Finlande (67%). Le score moyen de l'UE est 45%.

Les pays voisins du Luxembourg affichent des résultats très divergents : l'Allemagne a un score de même ordre avec 58% ; la Belgique (44%) se situe au niveau de la moyenne ; la France par contre se situe en fin de classement avec 33%, juste derrière le Portugal (35%) et devant l'Italie (31%).

QD2.2. Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion.

Vous connaissez vos droits en tant que citoyen(ne) de l'UE



En analysant de plus près ces résultats, nous remarquons des différences significatives selon le milieu social. Ainsi les personnes ayant quitté l'école tôt (après la fin de l'obligation scolaire) sont 39% à dire qu'ils connaissent leurs droits de citoyen, 19% pour ceux qui ont fréquenté l'école jusqu'à 17-19 ans et 74% qui l'ont quitté après 20 ans. De même les personnes s'identifiant à la classe ouvrière obtiennent un score de 43%, la classe moyenne 65% et la classe supérieure 90%.

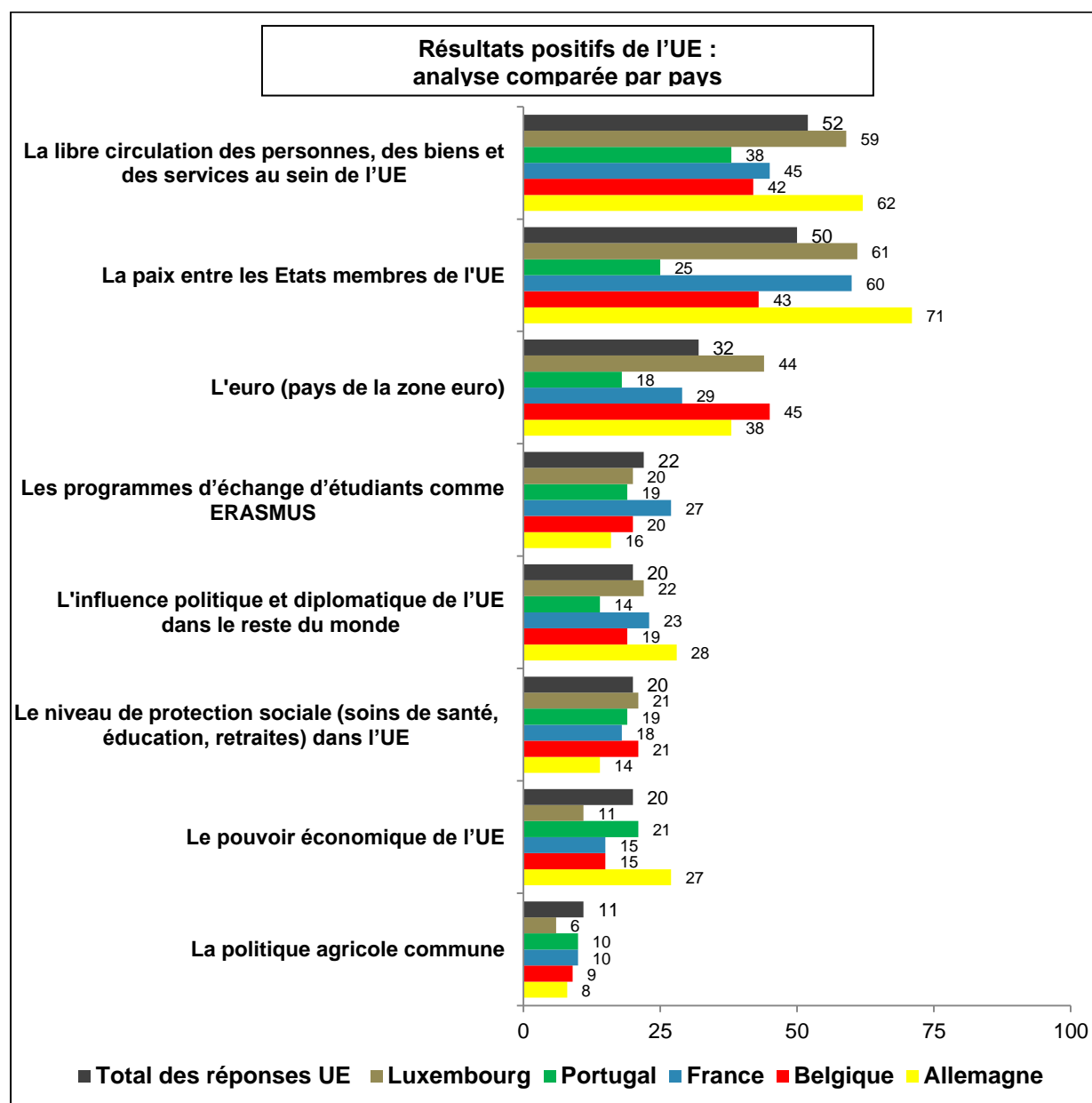
3. Résultats positifs de l'Union européenne

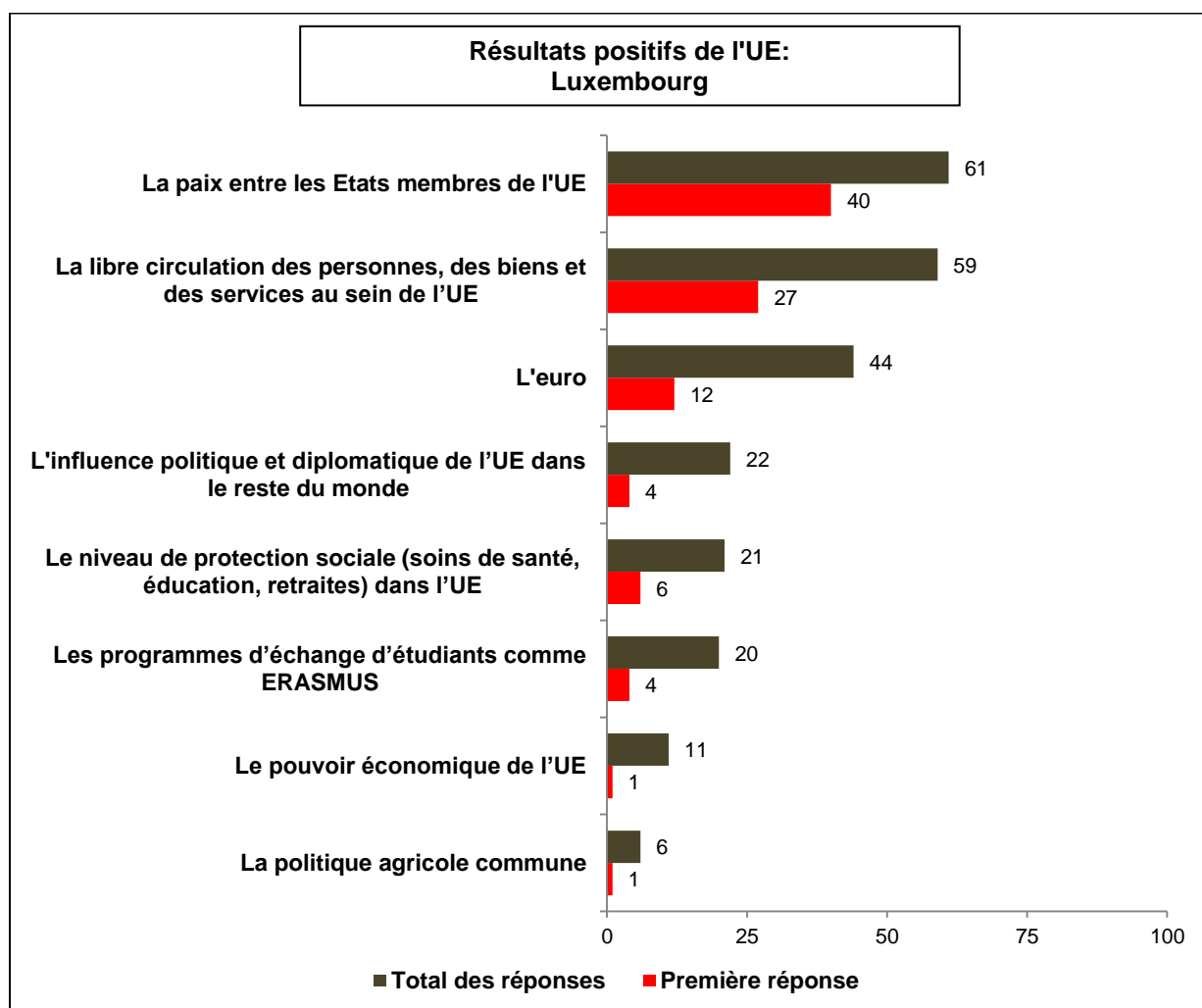
L'analyse comparée à cette question au niveau de l'UE dans son ensemble, du Luxembourg, des pays voisins et du Portugal permet les observations suivantes.

La libre circulation (UE, 52%) et la paix entre les Etats membres (UE, 50%) forment la tête du classement. L'Allemagne (71%), le Luxembourg (61%) et la France (60%) cependant placent la paix largement en tête avec un écart sensible par rapport à la Belgique (42%) et surtout au Portugal (25%). L'euro est au niveau de l'UE le troisième résultat positif avec 32%, ce score varie sensiblement de 18% à 45% dans les pays analysés dans les graphiques. Les autres réponses ne dépassent guère 20% et la politique agricole commune se place à la fin du classement avec 11%.

La Belgique place l'euro en tête avec 45%, juste devant la paix (43%) et la libre circulation (42%).

Les scores de Portugal sont significativement en retrait parce que 28% des citoyens portugais n'ont exprimé aucune réponse ; le top 3 des réponses est le suivant : libre circulation 38%, la paix 25% et le programme d'échange ERASMUS 19%.





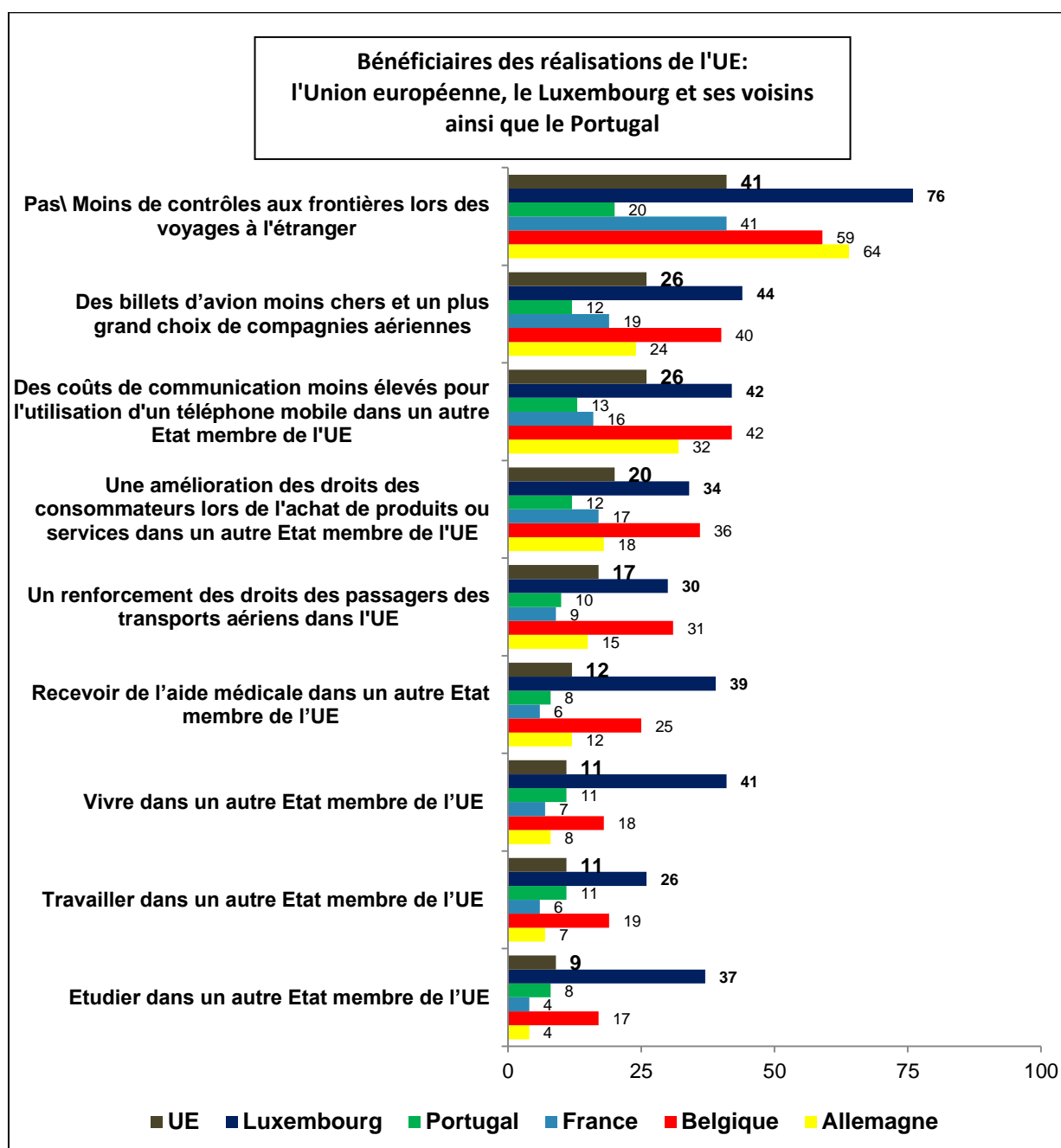
La paix entre les Etats membres de l'UE constitue l'acquis positif le plus important de l'UE pour la population du Luxembourg avec 61% des réponses cumulées et 40% en première réponse; à noter que ce score évolue de 50% chez les plus jeunes à 70% pour les personnes de plus de 55 ans.

La libre circulation vient presque ex-aequo avec 59% devant l'euro avec 44%. A remarquer que les 15-24 ans positionnent la libre circulation en tête avec 61% et le programme d'échange ERASMUS avec 29%. La perception des acquis positifs varie donc sensiblement en fonction des générations.

4. Réalisations dont le citoyen a profité

En parlant des réalisations de l'UE, les résultats par pays varient sensiblement. L'absence de contrôle aux frontières (41%) domine largement devant les coûts en baisse pour les billets d'avion et les communications de téléphonie mobile avec 26%.

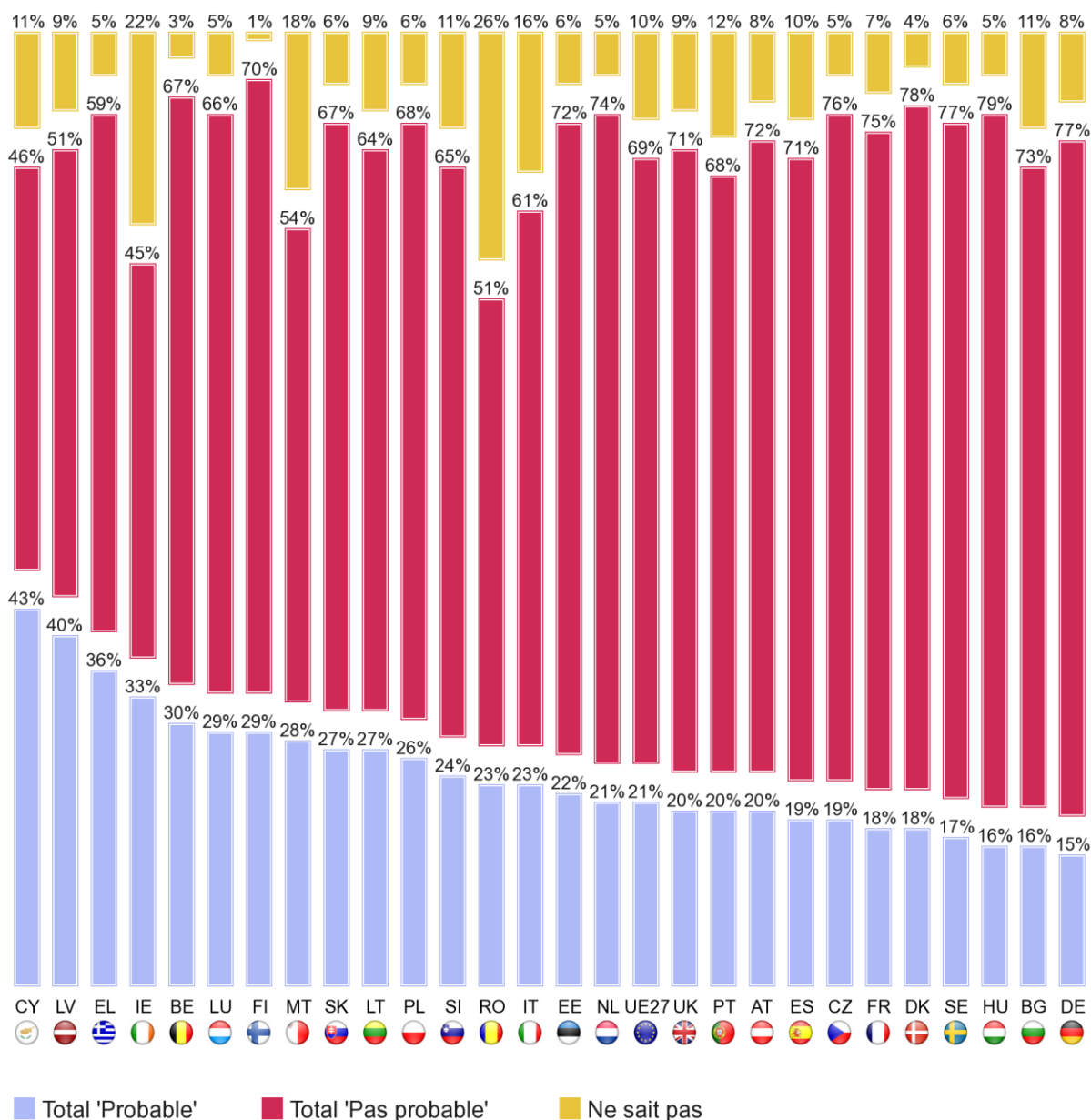
Le Luxembourg se différencie particulièrement au niveau de l'UE et par rapport à ses pays voisins notamment sur les points suivants : vivre dans un autre Etat membre de l'UE (UE, 12% ; LU, 41%), aide médicale dans un autre Etat membre de l'UE (UE, 12%; LU, 39%), étudier dans un autre Etat membre (UE 9%; LU, 37%), travailler dans un autre Etat membre (UE 11%; LU, 26%). Selon l'enquête les citoyens du Luxembourg bénéficieraient ainsi d'un nombre de réalisations bien plus important que ceux des autres pays européens.



5. L'initiative citoyenne

Le Traité de Lisbonne a introduit "L'Initiative citoyenne européenne". Cette initiative, mise en application dès avril 2012, permet à un million de citoyens de l'Union européenne d'appeler directement la Commission européenne à soumettre une proposition sur des questions présentant pour eux un intérêt et couvertes par les domaines de compétence de l'Union européenne.

QD7. Quelle est la probabilité pour que vous fassiez ou pas usage de cette initiative citoyenne européenne ?



Au niveau de l'UE, 21% des citoyens pensent être amenés à l'avenir à participer à "l'initiative citoyenne européenne". Les scores varient fortement de 43% à Chypre à 15% en Allemagne.

Le Luxembourg se place avec 29% quelque peu au-dessus de la moyenne. Les différences par âge sont significatives : 15-24 ans 42% et 27% au-delà ; ce sont de fait les étudiants actuels (42%) qui se démarquent du reste de la population en affirmant voulant profiter de l'opportunité de participation politique que leur offre l'initiative citoyenne.

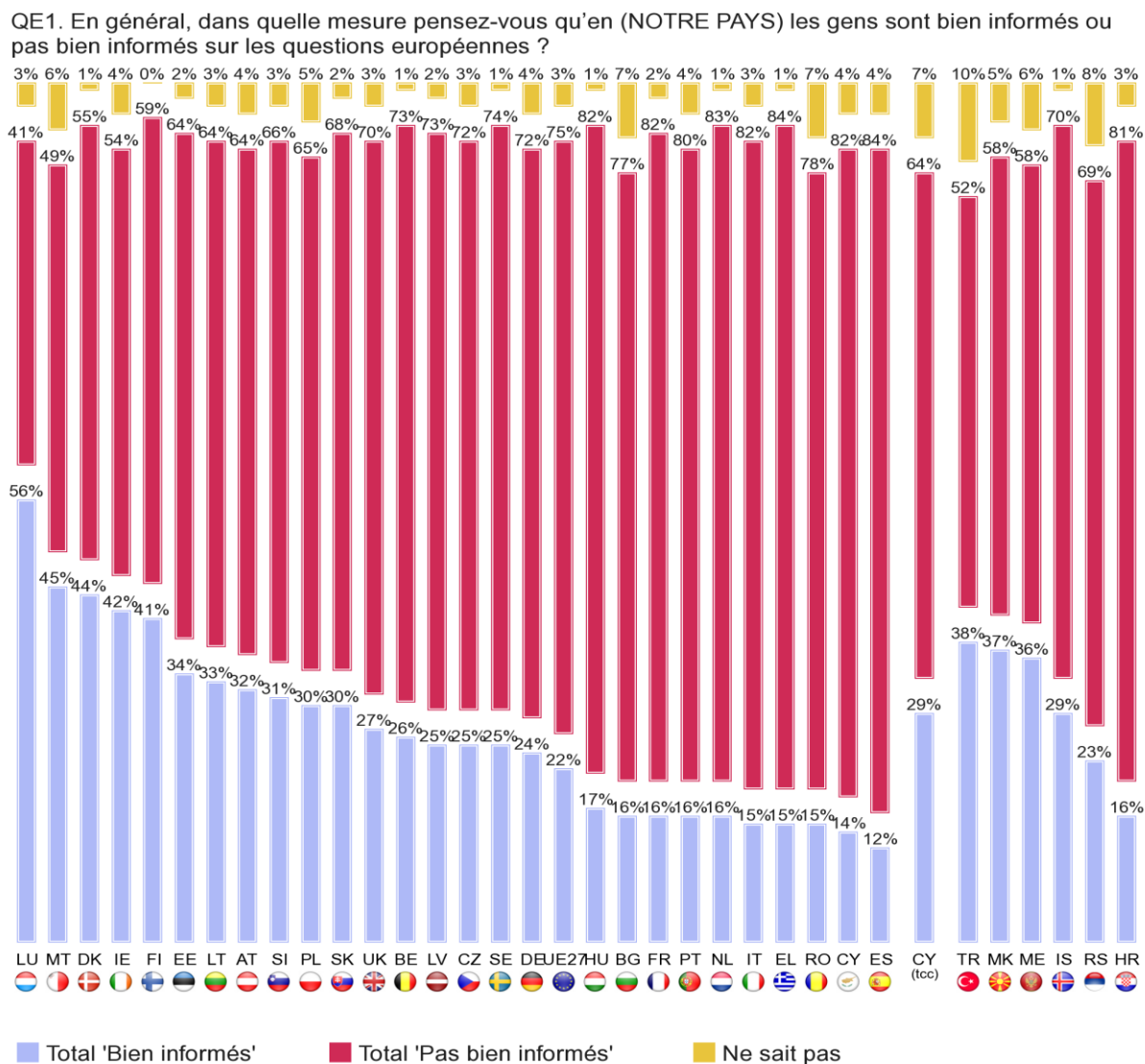
II. Modes et degré d'information sur les questions européennes

1. Degré d'information

L'opinion publique au Grand-Duché du Luxembourg s'estime la mieux au courant des affaires européennes avec 56% d'opinions positives sur le sentiment d'information général au niveau du pays et 41% d'opinions négatives.

Avec ce taux le Luxembourg est le seul pays de l'UE où plus de la moitié des sondés s'estime 'bien informé' sur les affaires européennes". Pour tous les autres pays les 'pas bien informés' dominent nettement : 49% à 83% selon les pays, avec 75% en valeur moyenne de l'UE, ce dernier chiffre est en progression de 9 points sur 12 mois.

Il est intéressant de constater que les pays candidats comme le Monténégro, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et la Turquie obtiennent des taux de 'bien informés' de 36% à 38% et dépassent ainsi nombre de pays membres actuels de l'Union européenne. Il n'y a qu'en Croatie, pays qui va vraisemblablement adhérer à l'Union en 2013 que le résultat est plus bas que la moyenne de l'UE.

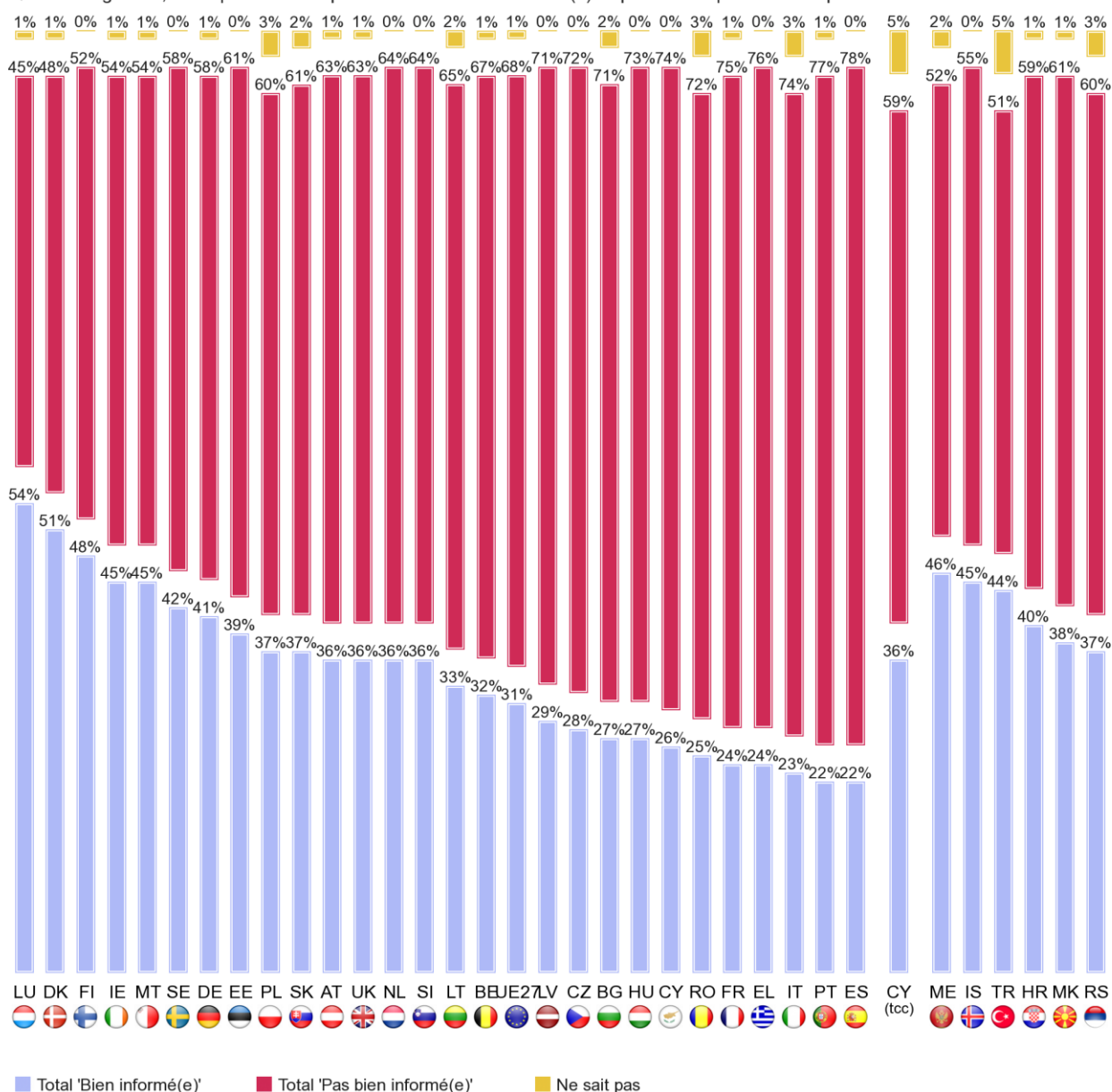


En demandant aux citoyens si eux-mêmes se sentent bien informés on obtient le résultat ci-dessous. Les répondants du Luxembourg restent nettement en tête avec 54% suivis de près par les Danois et la Finlande. Les pays voisins se classent à distance du Luxembourg : Allemagne 41%, Belgique 32%, France 24% qui se situe au même niveau que le Portugal 22%.

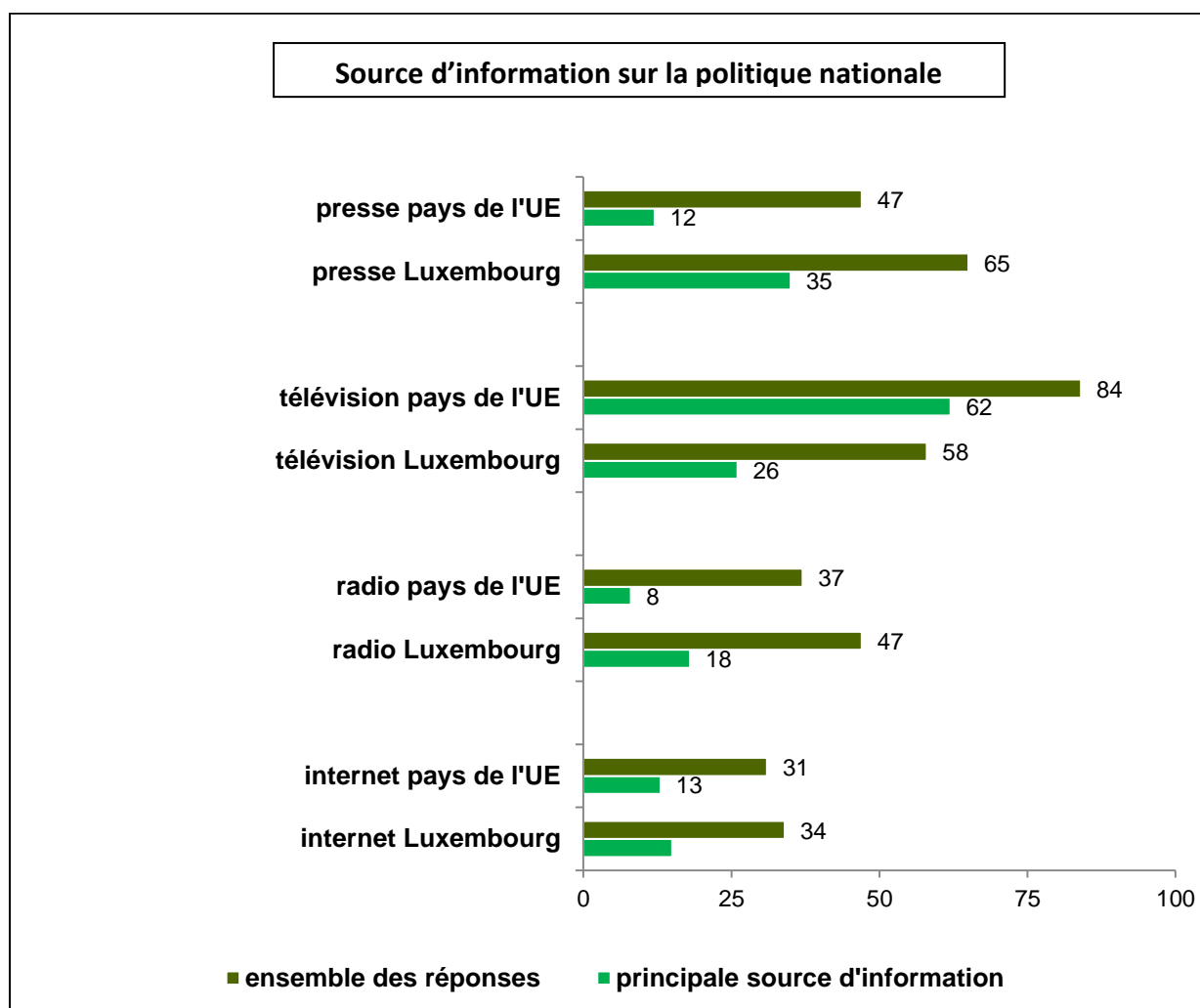
Il est à noter que par rapport à la question précédente, la moyenne de l'UE est nettement plus élevée avec 31% contre 22% ; les interrogés ont donc une opinion plus positive de leur propre attitude que de celle de leurs concitoyens.

Les mieux informés sur les questions européennes au Luxembourg sont les plus de 55 ans avec 65%, les personnes ayant quitté l'école après 20 ans avec 62% et 69% pour ceux qui se positionnent dans la classe supérieure de l'échelle sociale. Nous constatons donc que le degré d'information sur les questions européennes est corrélé avec le l'âge, le niveau d'éducation et le milieu social.

QE2. Et en général, dans quelle mesure pensez-vous être bien informé(e) ou pas sur les questions européennes ?



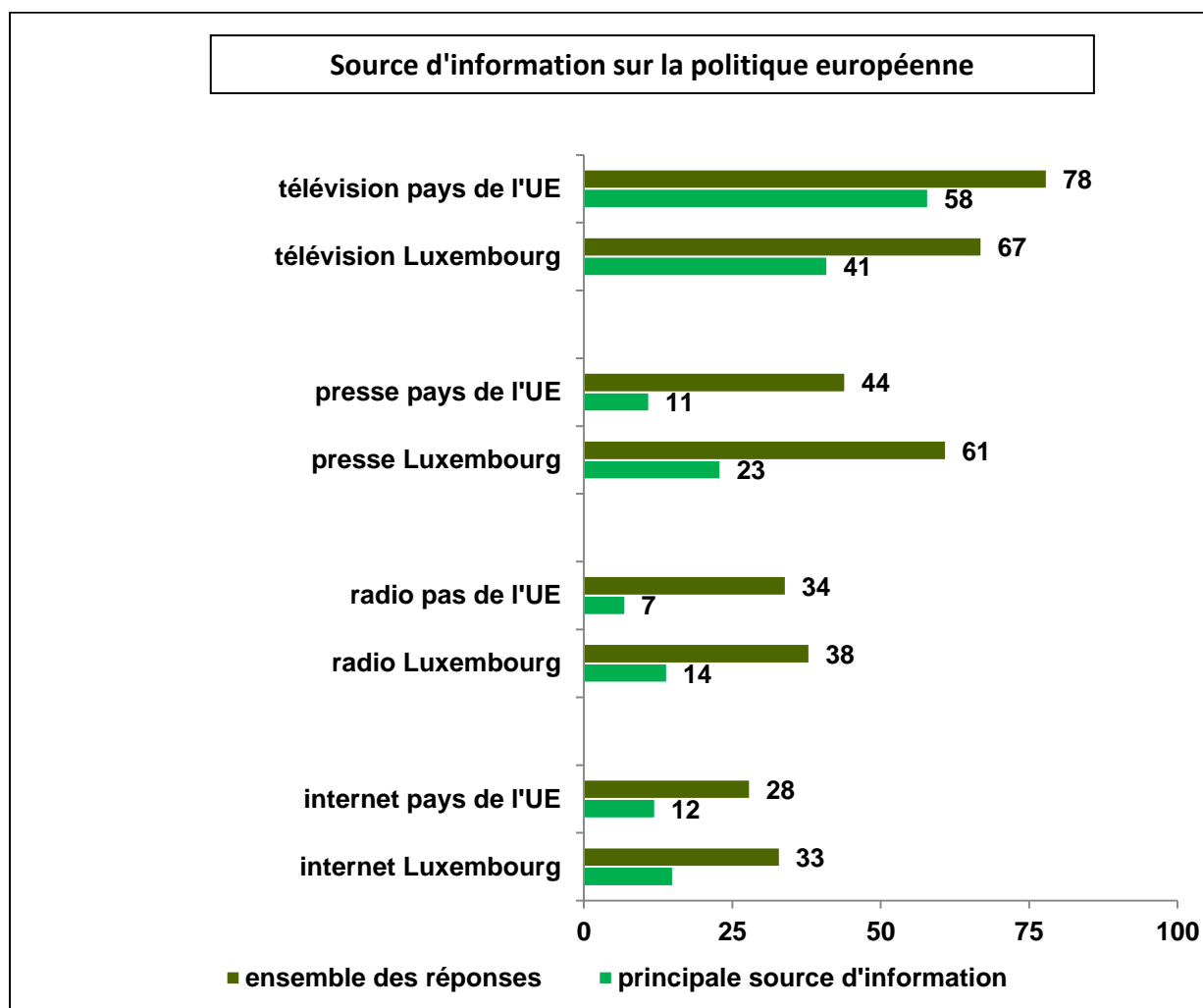
2. Principales sources d'information



Au Luxembourg, et contrairement à l'Europe dans son ensemble, nous observons que la presse devance la télévision en matière d'information politique nationale. Ceci s'explique en grande partie par le fait qu'il n'existe qu'une seule chaîne de télévision émettant un journal télévisé national, alors que 6 quotidiens, dont 1 gratuit, paraissent au Luxembourg.

Au niveau de l'UE la télévision devance par contre très fortement la presse. Au Luxembourg, comme en moyenne dans l'Union, la radio se positionne à la troisième place, devant l'Internet qui est une source d'information pour une personne sur trois.

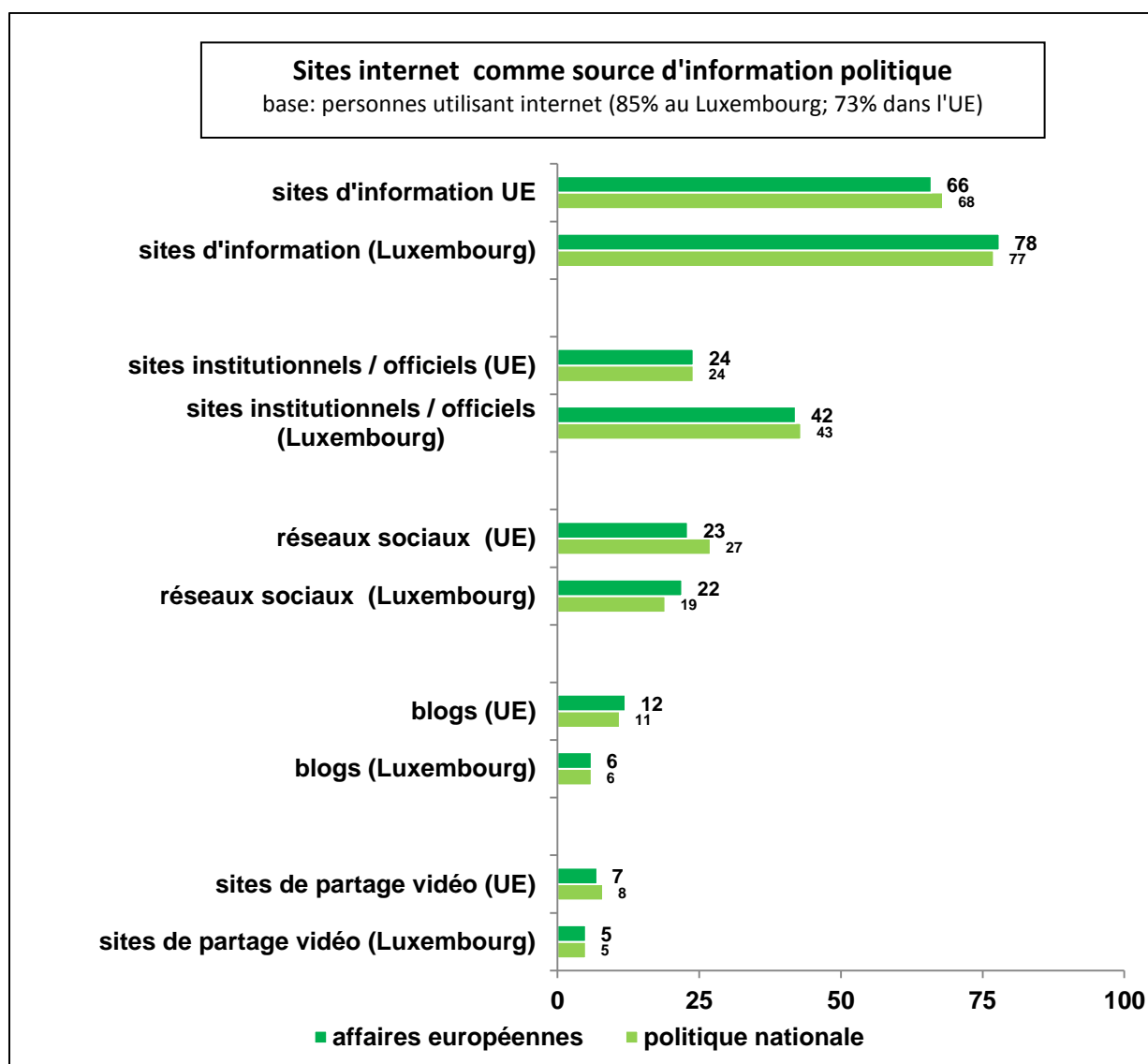
En analysant de plus près le rôle d'internet au Luxembourg on constate que pour les 25-24 ans internet se classe en tête comme source d'information (58%), suivi de près par la presse (55%), la télévision (52%) et la radio (45%).



Concernant les sources d'information sur la politique européenne, la télévision se place au Luxembourg comme dans l'UE en général devant la presse et la radio.

En regardant l'importance au Luxembourg de l'internet pour cette question, nous constatons le résultat par âge suivant : 15-24 ans – 46%, 25-39 ans – 47%, 40-54 ans – 33%, 55 ans et plus – 13.%. Ces chiffres illustrent vivement l'importance croissante d'internet en matière d'information européenne pour les catégories d'âge plus jeunes.

3. Importance d'internet dans l'information sur les affaires politiques, sites utilisés



Cette question s'adresse uniquement aux citoyens qui ont accès à internet, et qui représentent 73% dans l'UE et 85% au Luxembourg (dont 72% déclarent utiliser internet tous les jours).

Les sites d'information usuels de journaux ou de magazines sont les plus utilisés par les internautes ; ceci est vérifié au Luxembourg où plus des trois quarts s'y réfèrent, aussi bien qu'au sein de l'UE où deux tiers affirment recourir à ces sites pour s'informer.

Au niveau de l'UE en général les sites internet officiels (gouvernement, Etat etc.) ne sont consultés que par un quart seulement des citoyens-internautes ; au Luxembourg ce taux est quasiment doublé avec 42%. Il faut néanmoins constater l'écart notable par rapport aux sites d'information non-officiels.

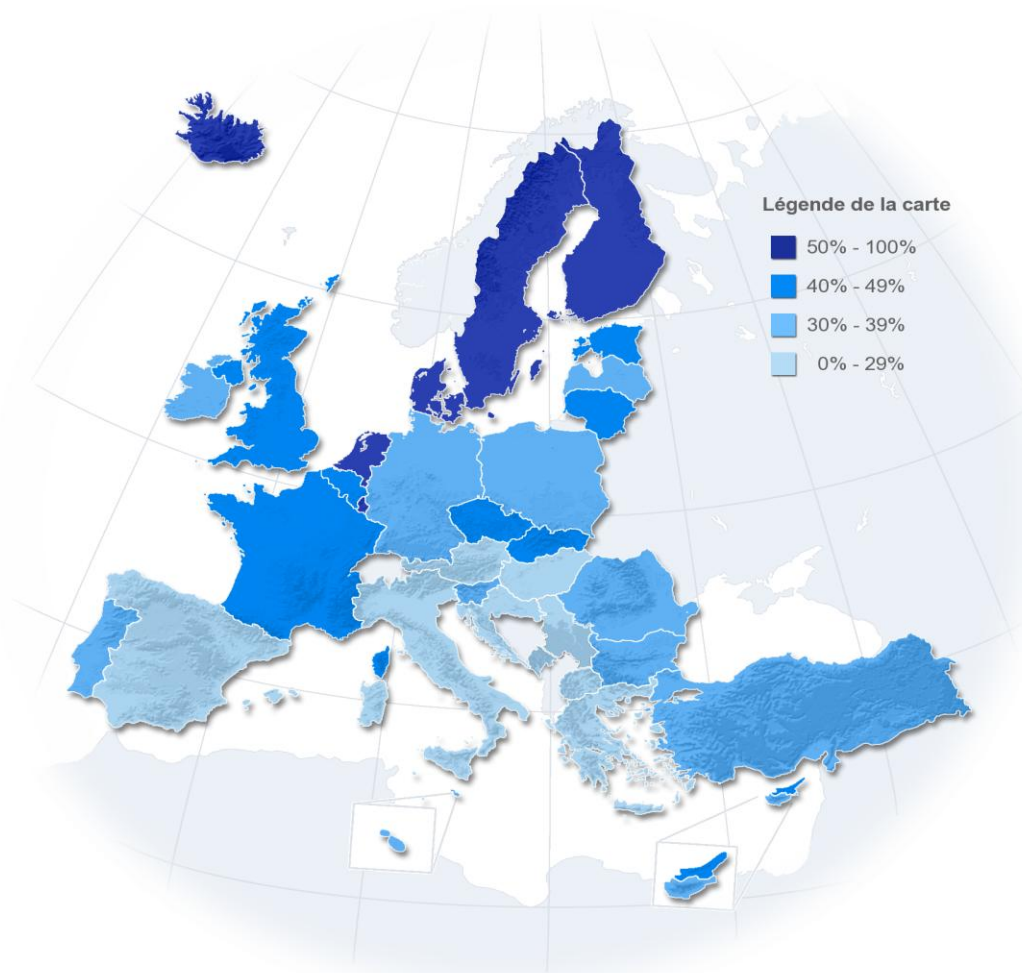
Les réseaux sociaux jouent un rôle non-négligeable avec un quart d'utilisateurs ; blogs et sites de partage vidéo suivent plus loin avec en gros un internaute sur dix.

4. Confiance accordée aux sites institutionnels

	DK	72%
	SE	71%
	NL	64%
	FI	56%
	LU	50%
	BE	49%
	EE	48%
	LT	48%
	FR	43%
	UK	42%
	SK	40%
	CZ	40%
	UE	38%
	PL	37%
	MT	37%
	BG	35%
	SI	34%
	LV	33%
	DE	33%
	PT	33%
	CY	31%
	RO	31%
	IE	31%
	HU	28%
	IT	26%
	AT	25%
	ES	24%
	EL	20%
	CY (fcc)	44%
	IS	77%
	TR	39%
	MK	22%
	HR	21%
	RS	18%
	ME	18%

Question: QE8. Laquelle de ces deux propositions à propos d'Internet se rapproche le plus de votre opinion ?

Réponses: Vous faites davantage confiance aux sites institutionnels et officiels qu'aux autres sites



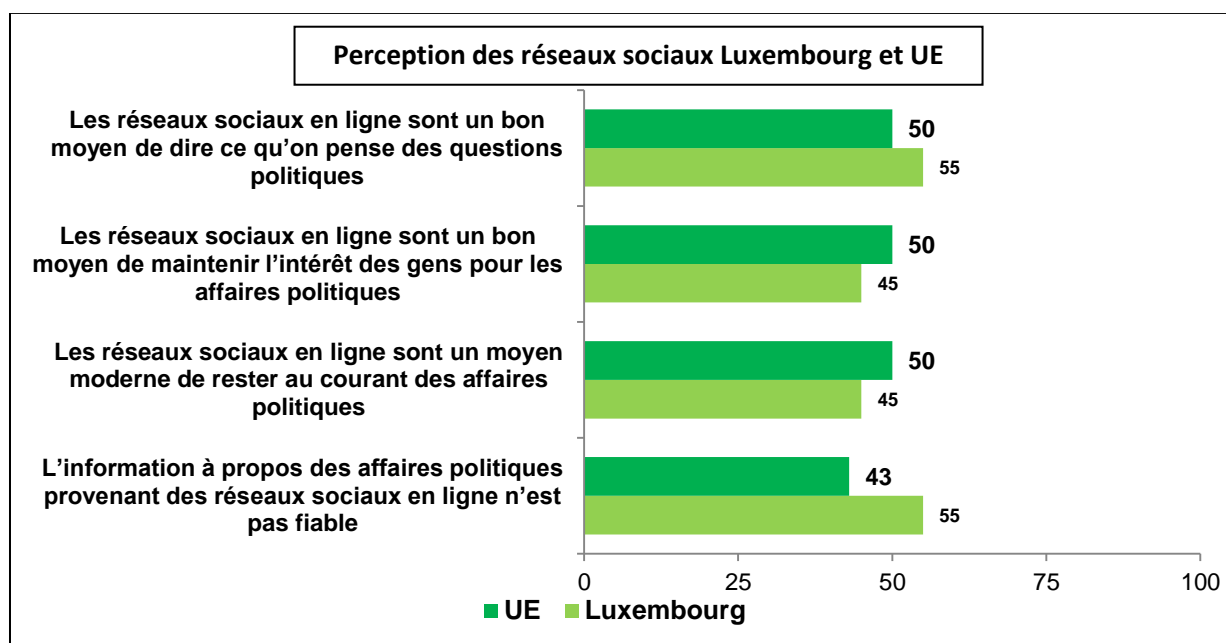
Le graphique ci-dessus représente la confiance accordée aux sites institutionnels (couleur bleue plus foncée signifie davantage de confiance). Celle-ci varie au sein de l'UE de 20% à 72% ; nous observons dans ce domaine donc de très grands écarts culturels. Ce sont surtout les pays du Nord de l'UE qui font le plus confiance aux sites institutionnels et à l'inverse ceux du Sud font plutôt acte de méfiance envers ces sites.

La moyenne de l'UE est de 38% ; le Luxembourg se situe bien au-dessus avec 50% de confiance accordée. Dans les pays voisins nous observons les résultats fortement différenciés suivants : Belgique 49%, France 43%, Allemagne 33% et le Portugal se situe à ce même niveau de 33%.

En analysant les résultats du Luxembourg en détail, on se rend compte que les utilisateurs quotidiens d'internet font davantage confiance avec 55% que ceux qui sont moins présents sur internet avec 27% ; avec 59% le taux est sensiblement plus élevé chez les personnes qui ont un intérêt fort pour la politique.

5. Perception des réseaux sociaux pour s'informer sur les questions européennes

En résumant le graphique ci-dessous, on constate que la moitié des personnes interrogées s'accorde à dire que les réseaux sociaux sont un moyen adéquat et fiable de sensibilisation, d'information et d'échange sur les affaires politiques. L'adhésion et l'importance positive accordée aux réseaux sociaux varient significativement avec l'utilisation d'internet ; ainsi les utilisateurs fréquents expriment des opinions plus favorables aux réseaux sociaux.



L'analyse de détail par âge au Luxembourg fournit une image très différenciée au sujet de l'importance et du rôle des réseaux sociaux. Seulement un tiers des personnes de 55 ans et plus accorde un rôle important et positif aux réseaux sociaux. Ce taux est plus élevé pour les catégories d'âge plus jeunes et atteint 73% chez les 15-24 ans qui sont d'avis que les réseaux sociaux sont un lieu approprié pour donner son avis sur les questions politiques.

